

20231228 Libération

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/immigration-au-dela-de-lindignation-quelle-alternative-a-gauche-20231228_LL5YTK2UPVB57CK25YBVWGR3D4/

TRIBUNE

Immigration : au-delà de l'indignation, quelle alternative à gauche ?

Article réservé aux abonnés

La France a besoin de faire venir des travailleurs étrangers et a un devoir d'humanité. Pour réconcilier les Français avec l'immigration, il faut la réguler, que des règles soient établies et mises en œuvre tant sur les régularisations que sur les expulsions, selon le maire de Sarcelles, Patrick Haddad.



Manifestation contre la loi immigration, à l'occasion de la Journée internationale des migrants, à Paris, le 18 décembre 2023. (Stéphane Lagoutte/MYOP pour Libération)

par Patrick Haddad, Maire de Sarcelles

publié aujourd'hui à 11h09

Souvent réduit à des positions simplistes, le débat sur l'immigration se distingue rarement par sa subtilité ou son pragmatisme. L'actuel n'a pas échappé à la règle, la dérive extrême droitière de la macronie l'ayant hystérisé à souhait. Si l'on doit objecter à cette loi – la 29e sur le sujet depuis 1980, symptôme de la gesticulation législative française –, les valeurs humanistes qui font la grandeur de la France, la gauche ne saurait se limiter à une critique principielle.

Certains justifient l'errance gouvernementale par son adaptation à l'opinion publique. Le réalisme serait donc du côté de ceux qui ont voté la loi et leurs opposants réduits à de belles âmes sans-frontiéristes déconnectées du quotidien des Français. La réalité est toute autre. Que connaissent vraiment de l'immigration ceux qui ont voté la loi ? Combien d'entre eux sont élus de quartiers qui concentrent une part importante des étrangers ? Très peu. En revanche, ils sont nombreux à utiliser des travailleurs immigrés pour faire rénover leur logement, prendre un VTC ou se faire livrer leur repas. Un paradoxe dont ils n'ont pas le monopole.

On ne sait pas faire sans l'immigration

L'immigration fait peur, mais on ne sait pas faire sans. Notre pays n'est pas autosuffisant en main-d'œuvre depuis plus d'un siècle avec l'arrivée des travailleurs italiens et polonais sur les chantiers de construction ou dans les bassins miniers, et le phénomène s'est poursuivi quasiment sans interruption. On parle pudiquement aujourd'hui de métiers en tension, notamment dans le BTP, la restauration ou l'aide à domicile, pour désigner en fait les emplois les plus pénibles, que trop peu de nos compatriotes souhaitent occuper. S'il faut les déprécier, on sait aussi qu'on aura besoin d'immigration pour les pourvoir. Même l'extrême droite finit par l'avouer. L'incohérence d'une [Giorgia Meloni](#), adepte de la théorie du «grand remplacement» qui, en même temps, ouvre 450 000 titres de séjours aux travailleurs étrangers, est venue nous le rappeler de manière presque risible si la situation n'était pas tragique.

A lire aussi

[**Loi immigration : le Conseil constitutionnel saisi par Emmanuel Macron, la présidence de l'Assemblée et les gauches**](#)
[Politique](#)

26 déc. 2023abonnés

Alors, pourquoi l'immigration est si anxiogène ? Parce qu'elle n'est pas régulée. Parce que l'accumulation de lois masque l'insoutenable inefficacité des politiques publiques. Peu d'obligations de quitter le territoire français appliquées (6 % sur la dernière période, moins de 20 % sur les dix dernières années), manque de places en centre de rétention administrative, peu d'accords avec les pays d'origine, de régularisation ou de reconduites à la frontière, pas d'investissement réel dans les foyers de travailleurs étrangers contrairement à l'époque de la Sonacotra créée en 1956, concentration des immigrés dans les mêmes endroits, peu de structures facilitant l'intégration, enseignant la langue et les principes républicains. Rien de ce qui est essentiel donc, juste des empilements de lois de plus en plus restrictives pour rassurer l'opinion publique, mais qui n'ont qu'un effet : remplacer une immigration légale par une immigration illégale, qui finalement inquiète davantage et pousse à prendre des lois toujours plus dures et toujours moins applicables.

Les élus locaux des quartiers concernés pourraient témoigner longuement : sur les marchands de sommeil qui, dans une sorte d'ubérisation du foyer de travailleurs, ont saisi le filon et multiplient par deux ou trois la rentabilité locative de leur bien, loué ou sous-loué à des hommes en situation irrégulière, mais ni régularisés ni expulsés ; sur la faiblesse de la lutte judiciaire contre ces pratiques, tout comme sur l'insuffisance des moyens d'accueil et d'intégration des étrangers. En quoi fragiliser encore ces populations en les privant de certaines allocations ou d'accès aux soins élémentaires, comme le prévoit la nouvelle loi, améliorerait la situation ? En rien. Mais ne pas s'en préoccuper n'aidera pas non plus.

Des conditions décentes, de statut, de travail et de logement

L'immigration est un sujet majeur sur lequel un Etat-nation se doit d'opérer des choix. Certains à gauche blâment la politique du chiffre. S'ils font référence à une vision purement comptable de la question, ils ont raison. En revanche, toute politique, même la plus humaniste, s'appuie sur des réalités quantifiables. La France a besoin de faire venir des travailleurs et a un devoir d'humanité. Il n'y a donc que deux possibilités, soit on organise les mouvements, soit on les laisse se dérouler de façon anarchique. Si on veut réconcilier les Français avec l'immigration, il faut déjà que les règles, correctement établies, soient mises en œuvre, tant sur les régularisations que sur les expulsions. Il est indispensable d'accueillir les

étrangers dans des conditions décentes, de statut, de travail et de logement ; de mieux la répartir sur le territoire, une minorité de villes ne pouvant durablement concentrer l'essentiel de l'immigration ; de se donner les moyens de son intégration effective et de la seule assimilation qui s'impose : celle des valeurs républicaines ; de la valoriser aussi, en changeant le regard négatif d'une part importante de nos concitoyens alors que leur mode de vie dépend du travail accompli par ces étrangers ; d'accompagner dans leurs parcours les travailleurs immigrés, qu'ils souhaitent retourner dans leur pays ou rester dans le nôtre, auquel cas, il faut faciliter le regroupement familial, qui est, en réalité, bien plus stabilisant que de laisser des centaines de milliers d'hommes vivre seuls. Enfin, admettons que tout n'est pas maîtrisable, qu'il est impossible de sceller les frontières, mais la part échappant à la politique définie doit être aussi faible que possible et la coordination européenne effective et solidaire.

Faut-il désespérer de bâtir un jour une politique de l'immigration sur ces bases ? Non. La macronie s'est tiré deux balles dans le pied gauche cette année, de la réforme des retraites à la présente loi, avec deux grossières erreurs de diagnostic : au lieu de corriger les grandes dérégulations économiques et migratoires, elle les renforce. S'affirmant libérale et réactionnaire, elle a définitivement rejoint la droite et cédé face à l'extrême droite. La gauche peut donc se reconstituer sur l'ensemble du spectre qui lui a historiquement permis d'accéder au pouvoir, à condition de porter un projet de société ambitieux, traitant aussi et sérieusement de l'immigration.

Patrick Haddad est l'auteur de *Nos racines fraternelles. Comment les villes-monde préfigurent la France de demain*, éditions Philippe Rey, 2023.